

11
novembre
2020

Arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsidés en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2021

État au
1^{er} janvier 2021

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994¹⁾ ;

vu la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LILAMal), du 4 octobre 1995²⁾ ;

vu le règlement d'application de la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RALILAMal), du 18 décembre 2013³⁾ ;

vu la loi sur les contributions directes (LCdir), du 21 mars 2000⁴⁾ ;

vu la loi sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales (LHaCoPS), du 23 février 2005⁵⁾ ;

vu le règlement d'exécution de la loi sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales (RELHaCoPS), du 18 décembre 2013⁶⁾ ;

sur la proposition du conseiller d'État, chef du Département de l'économie et de l'action sociale,

arrête :

Classification
annuelle

Article premier Les personnes soumises à l'assurance-maladie obligatoire, affiliées auprès d'un assureur autorisé au sens de la législation fédérale, sont classifiées dans le courant de l'année 2021 sur la base des données disponibles résultant de leur taxation fiscale 2020.

Catégories de
classification

Art. 2 ¹Sous réserve des personnes bénéficiaires de l'aide sociale matérielle, ou de prestations complémentaires à l'AVS/AI (PC AVS/AI), les bénéficiaires de subsidés sont répartis en fonction de leur revenu déterminant dans l'une des classifications prévues dans l'annexe.

²La classification détermine le montant maximum des subsidés, conformément à l'article 11.

Cercle des
bénéficiaires
a) bas revenus

Art. 3 ¹Les personnes assurées majeures, dont le revenu déterminant est égal ou inférieur aux revenus figurant dans l'annexe, peuvent bénéficier de subsidés pour le paiement de leurs primes.

²Les limites de revenu déterminant varient en fonction du nombre d'enfants mineurs à charge conformément à l'annexe.

FO 2020 N° 46

¹⁾ RS 832.10

²⁾ RSN 821.10

³⁾ RSN 821.101

⁴⁾ RSN 631.0

⁵⁾ RSN 831.4

⁶⁾ RSN 831.40

- b) autres revenus **Art. 4** ¹L'enfant mineur ou le jeune adulte en formation initiale issu de l'unité économique de référence (UER) pour une personne seule ou pour un couple au sens de la LHaCoPS dont le revenu déterminant est égal ou inférieur au revenu figurant dans l'annexe, bénéficie de subsides pour le paiement de ses primes.
²Les classifications S1 à S12 pour les enfants et les jeunes adultes en formation initiale concrétisent la classification « OSL » (Objectif social LAMal).
- c) enfant mineur **Art. 5** ¹Est considéré comme « enfant mineur » l'enfant à charge âgé de 0 à 18 ans (fin de l'année civile des 18 ans).
²La classification correspond à celle obtenue par le ou les parents auquel/auxquels l'enfant est rattaché.
- d) jeune adulte en formation initiale **Art. 6** ¹Est considéré comme « jeune adulte en formation initiale » l'enfant majeur à charge, âgé de 19 à 25 ans (fin de l'année civile des 25 ans), dont la formation correspond à celle définie à l'article 8.
²Les limites de revenu déterminant de l'UER sont augmentées du supplément prévu dans l'annexe correspondant à celui de l'enfant mineur suivant.
³Cas échéant, le calcul du revenu déterminant tient compte des éventuels revenus et fortune propres du jeune adulte en formation initiale.
⁴Le subside issu des différentes classifications correspond à celui prévu pour les « jeunes adultes en formation initiale ».
- e) autres adultes en formation initiale **Art. 7** ¹Est considéré comme « adulte en formation initiale » l'enfant majeur à charge, dès le début de l'année civile des 26 ans, dont la formation correspond à celle définie à l'article 8.
²Les limites de revenu déterminant de l'UER sont augmentées du supplément prévu dans l'annexe correspondant à celui de l'enfant mineur suivant.
³Cas échéant, le calcul du revenu déterminant tient compte des éventuels revenus et fortune propres de l'adulte en formation initiale.
⁴Le subside issu des différentes classifications correspond à celui prévu pour les « adultes en formation initiale ».
- Formation et formation initiale **Art. 8** ¹Une personne est considérée comme étant en formation lorsqu'elle consacre son temps principalement à se former, et que la formation qu'elle suit est reconnue au sens de l'article 14 de la loi sur les aides à la formation (LAF), du 19 février 2013.
²Est considérée notamment comme une formation reconnue :
a) une des filières du degré secondaire II ;
b) une des filières du degré tertiaire ;
c) une mesure obligatoire de préparation aux études du degré secondaire II ou du degré tertiaire, un programme passerelle ou une solution transitoire ;
d) un stage obligatoire dans le cursus de formation.
³Une personne n'est pas en formation initiale si elle a déjà un titre lui permettant d'exercer un métier et que la formation qu'elle suit vise à obtenir un autre titre pour l'exercice d'un autre métier dans un autre domaine.

⁴Les modalités d'application sont réglées par une directive émise par le service de l'action sociale.

⁵Les cas de rigueur sont réservés.

Personne seule **Art. 9** La personne majeure adulte et/ou jeune adulte, célibataire, veuve, divorcée ou séparée est classifiée selon son revenu déterminant conformément à l'annexe.

Couple **Art. 10** Les personnes mariées adultes et/ou jeunes adultes, en partenariat enregistré ou vivant avec un-e partenaire au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre d LHaCoPS sont classifiées selon leur revenu déterminant conformément à l'annexe.

Montants des subsides **Art. 11** ¹Les montants maximums des subsides, par classification, pour la franchise annuelle au sens de l'article 103, alinéa 1 de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMa), du 27 juin 1995⁷⁾, sont les suivants :

Subsides LAMa 2021

Classifications	Enfants (0 - 18 ans)		Jeunes adultes en formation initiale (19 - 25 ans)		Jeunes adultes (19 - 25 ans)		Adultes formation ir (dès 26 a	
		Fr.		Fr.		Fr.		Fr.
PC-AVS/AI		119		417		417		541
Aide sociale (PARC)		108		366		366		487
Classification S1	100%	108	100%	366	100%	366	100%	487
Classification S2	100%	108	100%	366	90%	329	100%	487
Classification S3	100%	108	100%	366	80%	293	100%	487
Classification S4	100%	108	100%	366	70%	256	100%	487
Classification S5	100%	108	100%	366	60%	220	100%	487
Classification S6	100%	108	100%	366	50%	183	100%	487
Classification S7	100%	108	100%	366	40%	146	100%	487
Classification S8	100%	108	100%	366	30%	110	100%	487
Classification S9	100%	108	100%	366	20%	73	100%	487
Classification S10	100%	108	100%	366	10%	37	100%	487
Classification S11	100%	108	100%	366	*	*	100%	487
Classification S12	80%	86	80%	293	*	*	80%	390
Classification S13	60%	65	60%	220	*	*	60%	292
Classification S14	40%	43	40%	146	*	*	40%	195
Classification S15	20%	22	20%	73	*	*	20%	97

²Les montants prévus à l'alinéa 1 sont diminués dans la même mesure que les réductions accordées par les assureurs en cas de formes particulières d'assurances au sens de l'article 62, alinéa 2, lettre a LAMa.

³Les primes des personnes assurées bénéficiaires de l'aide sociale matérielle, dépassant le montant prévu à l'alinéa 1, sont provisoirement prises en charge intégralement jusqu'au terme de résiliation de l'assurance le plus proche, à partir duquel le montant maximum prévu est en principe applicable.

⁷⁾ RS 832.102

⁴Pour les cas de rigueur reconnus au sens de l'article 40, alinéa 2 RALILAMal, le subside correspond à celui prévu pour les jeunes adultes et les adultes en formation initiale.

Revenu déterminant
a) classification annuelle

Art. 12 ¹Le revenu déterminant se fonde sur les données disponibles résultant de la taxation fiscale 2020 et se compose :

a) du revenu effectif tel qu'il ressort du chiffre 5.5 (colonne revenu) de la déclaration fiscale, à l'exclusion de la valeur locative privée (chiffre 4.1), et sous seules déductions des cotisations AVS/AI/APG/AC versées par des personnes assurées sans activité lucrative (chiffre 6.7), des dépenses professionnelles liées au revenu d'une activité dépendante principale (chiffre 6.4), des frais pour activité dépendante accessoire (chiffre 6.5) et des pensions alimentaires versées pour un-e conjoint-e séparé-e ou divorcé-e et/ou pour enfants mineurs (chiffre 6.10). Les alinéas 3, 4 et 5 du présent article sont réservés ;

b) du trente pour cent de la fortune effective selon le chiffre 6.16 (colonne fortune) après déduction de 4'000 francs pour une personne seule, 8'000 francs pour un couple et 2'000 francs par enfant mineur à charge, mais, par UER, au maximum 10'000 francs. La fortune est prise en compte en principe à son état au 31 décembre 2020.

²Le revenu effectif des personnes assurées bénéficiant de rentes de vieillesse, de retraite, d'invalidité, viagères, d'accident ou de rentes militaires est calculé en prenant en compte la totalité des rentes versées.

³Les loyers, fermages et autres rendements au sens des chiffres 4.1 et 4.2 de la déclaration fiscale sont pris en considération sous les seules déductions de la part d'éventuels frais d'entretien et d'intérêts passifs (chiffre 6.2) y afférents.

⁴Les pertes commerciales découlant d'une activité indépendante ne sont pas déductibles.

⁵Les déductions admises aux chiffres 6.4 et 6.5 de la déclaration fiscale sont prises en considération à concurrence des montants effectifs, mais au maximum 10'000 francs pour le chiffre 6.4 et 2'400 francs pour le chiffre 6.5.

b) classification intermédiaire

Art. 13 Le revenu déterminant se fonde sur :

a) les éléments composant le revenu déterminant unifié établis conformément au RELHaCoPS ;

b) les prestations selon la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI et les prestations sociales au sens de la LHaCoPS ;

c) le trente pour cent de la fortune effective selon le chiffre 6.16 (colonne fortune) après déduction de 4'000 francs pour une personne seule, 8'000 francs pour un couple et 2'000 francs par enfant mineur à charge, mais, par UER, au maximum 10'000 francs. La fortune est prise en compte en principe à son état au au 31 décembre 2020.

c) dessaisissement

Art. 14 ¹Les parts de fortune et droits légaux ou contractuels auxquels l'ayant droit a renoncé sans obligation légale et sans contre-prestation adéquate sont ajoutés à la fortune effective selon le chiffre 6.16. (colonne fortune) de la taxation fiscale, en principe à leur état au 31 décembre 2020.

²Les modalités d'application (notamment les éléments de fortune pris en compte, ainsi que les déductions à opérer) sont réglées par une directive émise

par le service de l'action sociale, qui s'inspire à cet effet des règles applicables en matière de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

Classification des jeunes adultes et des adultes en formation initiale

Art. 15 ¹Le jeune adulte et l'adulte en formation initiale au sens de l'article 8 sont exclusivement classifiés sur demande, selon les règles fixées à l'article 38 RALILAMaI.

²La personne assurée est tenue de déposer, à l'appui de sa demande, tous les justificatifs utiles à établir notamment :

- a) sa formation ;
- b) la situation financière de ses parents.

³En cas de cessation de la formation initiale, la personne assurée est tenue d'en informer le guichet social régional (ci-après : GSR) sans délai afin que la classification soit adaptée en conséquence.

Classification présumée des adultes

Art. 16 ¹Les personnes assurées majeures, célibataires, veuves, divorcées ou séparées, âgées de moins de 25 ans (fin de l'année civile), sans enfant à charge, ainsi que les personnes assurées dont le revenu effectif au sens de l'article 12, alinéa 1, lettre a, est inférieur à 15'000 francs pour une personne seule, 20'000 francs pour un couple, sont classifiées dans le groupe des personnes non bénéficiaires.

²Si elles entendent néanmoins bénéficier de subsides, compte tenu de leur situation personnelle ou familiale, elles peuvent demander une révision de leur classification selon la procédure prévue à l'article 23.

³La limite fixée à l'alinéa 1 est augmentée de 3'000 francs par enfant mineur à charge.

Dates d'effet de la classification
a) classification annuelle

Art. 17 ¹Lorsque la déclaration fiscale 2020 a été déposée par la personne assurée dans le délai ordinaire prescrit par le service des contributions, la classification prend effet au 1^{er} janvier 2021 si elle est en sa faveur, au 1^{er} du mois suivant la notification de la décision de classification si elle est en sa défaveur.

²Lorsqu'un délai supplémentaire a été accordé par le service des contributions pour le dépôt de la déclaration fiscale 2020, la classification prend effet au 1^{er} janvier 2021 si elle est en faveur de la personne assurée, au 1^{er} avril 2021 si elle est en sa défaveur.

³Lorsque la personne assurée bénéficiaire n'a pas déposé sa déclaration fiscale 2020 dans le délai ordinaire imparti par le service des contributions sans avoir obtenu de ce service un délai supplémentaire, elle est classifiée d'office dans la catégorie des personnes non bénéficiaires avec effet au 1^{er} avril 2021. La personne assurée peut demander à bénéficier d'une classification intermédiaire au sens de l'article 18 LILAMaI.

⁴Lorsque la personne assurée bénéficiaire n'a pas déposé sa déclaration fiscale 2020 dans le délai supplémentaire accordé par le service des contributions, elle est classifiée d'office dans la classification des personnes non bénéficiaires avec effet au 1^{er} avril 2021. La personne assurée peut demander à bénéficier d'une classification intermédiaire au sens de l'article 18 LILAMaI.

b) assurés de condition indépendante

Art. 18 La classification des personnes assurées de condition indépendante au sens fiscal prend effet au 1^{er} janvier 2021 et se termine le 31 décembre 2021.

Communication de la classification annuelle a) en général	Art. 19 ¹ L'office cantonal de l'assurance-maladie (ci-après : OCAM) communique aux personnes assurées bénéficiaires leur classification dès que les données déterminantes résultant de leur taxation fiscale 2020 sont établies. ² L'article 31 RALILAMal est réservé.
b) assurés de condition indépendante	Art. 20 L'OCAM communique aux personnes assurées de condition indépendante au sens fiscal leur éventuelle qualité de bénéficiaires potentiels dès que les données déterminantes résultant de leur taxation fiscale 2020 sont établies.
Comparaison et restitution de subside	Art. 21 ¹ L'OCAM procède, sur la base des données personnelles et financières de la taxation définitive 2020 rendue par le service des contributions dès l'année 2021, à une comparaison entre le droit au subside fondé sur la classification résultant des données de la taxation fiscale 2019 et le droit résultant des données de la taxation fiscale 2020 valable pour l'année 2021. ² Lorsque la différence de revenu déterminant résultant de la comparaison dépasse 20%, l'OCAM peut exiger la restitution du subside indu.
Dérogation aux critères fiscaux	Art. 22 Lors d'une révision de classification, l'OCAM peut déroger aux critères fiscaux, lorsque leur application conduirait à une classification manifestement inéquitable.
Formule	Art. 23 ¹ La demande de révision de la classification doit être présentée au moyen de la formule officielle éditée par le GSR. ² Cette formule doit être remplie, datée, signée et être accompagnée de toutes les pièces justificatives utiles.
Directives	Art. 24 Le service de l'action sociale émet les directives d'application nécessaires.
Abrogation	Art. 25 L'arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2020, du 13 novembre 2019 ⁸⁾ , est abrogé.
Entrée en vigueur et publication	Art. 26 ¹ Le présent arrêté entre en vigueur avec effet au 1 ^{er} janvier 2021. ² Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil systématique de la législation neuchâteloise.

⁸⁾ FO 2020 N° 46

Visualisation par classification des limites de revenu et des suppléments pour enfants pour 2021

Limites de revenu déterminant pour un adulte seul et familles monoparentales avec enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15					
Pas d'enfant	>>> à	22 800	à	23 940	à	25 080	à	26 220	à	27 360	à	28 500	à	29 640	à	30 780	à	31 920	à	34 200
1 enfant	>>> à	33 000	à	34 140	à	35 280	à	36 420	à	37 560	à	38 700	à	39 840	à	40 980	à	42 120	à	44 400
2 enfants	>>> à	40 800	à	41 940	à	43 080	à	44 220	à	45 360	à	46 500	à	47 640	à	48 780	à	49 920	à	52 200
3 enfants	>>> à	46 800	à	47 940	à	49 080	à	50 220	à	51 360	à	52 500	à	53 640	à	54 780	à	55 920	à	58 200
4 enfants	>>> à	51 600	à	52 740	à	53 880	à	55 020	à	56 160	à	57 300	à	58 440	à	59 580	à	60 720	à	63 000
5 enfants	>>> à	54 600	à	55 740	à	56 880	à	58 020	à	59 160	à	60 300	à	61 440	à	62 580	à	63 720	à	66 000
6 enfants	>>> à	57 600	à	58 740	à	59 880	à	61 020	à	62 160	à	63 300	à	64 440	à	65 580	à	66 720	à	69 000
7 enfants	>>> à	60 600	à	61 740	à	62 880	à	64 020	à	65 160	à	66 300	à	67 440	à	68 580	à	69 720	à	72 000
8 enfants	>>> à	63 600	à	64 740	à	65 880	à	67 020	à	68 160	à	69 300	à	70 440	à	71 580	à	72 720	à	75 000
9 enfants	>>> à	66 600	à	67 740	à	68 880	à	70 020	à	71 160	à	72 300	à	73 440	à	74 580	à	75 720	à	78 000
10 enfants	>>> à	69 600	à	70 740	à	71 880	à	73 020	à	74 160	à	75 300	à	76 440	à	77 580	à	78 720	à	81 000

Limites de revenu déterminant pour un couple d'adultes et familles biparentales avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15					
Pas d'enfant	>>> à	30 000	à	32 280	à	34 560	à	36 840	à	39 120	à	41 400	à	43 680	à	45 960	à	48 240	à	52 800
1 enfant	>>> à	37 500	à	39 780	à	42 060	à	44 340	à	46 620	à	48 900	à	51 180	à	53 460	à	55 740	à	60 300
2 enfants	>>> à	44 400	à	46 680	à	48 960	à	51 240	à	53 520	à	55 800	à	58 080	à	60 360	à	62 640	à	67 200
3 enfants	>>> à	50 400	à	52 680	à	54 960	à	57 240	à	59 520	à	61 800	à	64 080	à	66 360	à	68 640	à	73 200
4 enfants	>>> à	54 000	à	56 280	à	58 560	à	60 840	à	63 120	à	65 400	à	67 680	à	69 960	à	72 240	à	76 800
5 enfants	>>> à	57 000	à	59 280	à	61 560	à	63 840	à	66 120	à	68 400	à	70 680	à	72 960	à	75 240	à	79 800
6 enfants	>>> à	60 000	à	62 280	à	64 560	à	66 840	à	69 120	à	71 400	à	73 680	à	75 960	à	78 240	à	82 800
7 enfants	>>> à	63 000	à	65 280	à	67 560	à	69 840	à	72 120	à	74 400	à	76 680	à	78 960	à	81 240	à	85 800
8 enfants	>>> à	66 000	à	68 280	à	70 560	à	72 840	à	75 120	à	77 400	à	79 680	à	81 960	à	84 240	à	88 800
9 enfants	>>> à	69 000	à	71 280	à	73 560	à	75 840	à	78 120	à	80 400	à	82 680	à	84 960	à	87 240	à	91 800
10 enfants	>>> à	72 000	à	74 280	à	76 560	à	78 840	à	81 120	à	83 400	à	85 680	à	87 960	à	90 240	à	94 800

Limites de revenu déterminant pour un jeune adulte seul ou composant une famille monoparentale avec enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15					
Pas d'enfant	>>> à	22 800	à	23 642	à	24 485	à	25 327	à	26 170	à	27 012	à	27 854	à	28 697	à	29 539	à	31 225
1 enfant	>>> à	33 000	à	33 842	à	34 685	à	35 527	à	36 370	à	37 212	à	38 054	à	38 897	à	39 739	à	41 425
2 enfants	>>> à	40 800	à	41 642	à	42 485	à	43 327	à	44 170	à	45 012	à	45 854	à	46 697	à	47 539	à	49 225
3 enfants	>>> à	46 800	à	47 642	à	48 485	à	49 327	à	50 170	à	51 012	à	51 854	à	52 697	à	53 539	à	55 225
4 enfants	>>> à	51 600	à	52 442	à	53 285	à	54 127	à	54 970	à	55 812	à	56 654	à	57 497	à	58 339	à	60 025
5 enfants	>>> à	54 600	à	55 442	à	56 285	à	57 127	à	57 970	à	58 812	à	59 654	à	60 497	à	61 339	à	63 025
6 enfants	>>> à	57 600	à	58 442	à	59 285	à	60 127	à	60 970	à	61 812	à	62 654	à	63 497	à	64 339	à	66 025
7 enfants	>>> à	60 600	à	61 442	à	62 285	à	63 127	à	63 970	à	64 812	à	65 654	à	66 497	à	67 339	à	69 025
8 enfants	>>> à	63 600	à	64 442	à	65 285	à	66 127	à	66 970	à	67 812	à	68 654	à	69 497	à	70 339	à	72 025
9 enfants	>>> à	66 600	à	67 442	à	68 285	à	69 127	à	69 970	à	70 812	à	71 654	à	72 497	à	73 339	à	75 025
10 enfants	>>> à	69 600	à	70 442	à	71 285	à	72 127	à	72 970	à	73 812	à	74 654	à	75 497	à	76 339	à	78 025

Limites de revenu déterminant pour un couple de jeunes adultes avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant	>>>	à 30'000	à 31'685	à 33'370	à 35'054	à 36'739	à 38'424	à 40'109	à 41'794	à 43'478	à 45'163	à 46'848			
1 enfant	>>>	à 37'500	à 39'185	à 40'870	à 42'554	à 44'239	à 45'924	à 47'609	à 49'294	à 50'978	à 52'663	à 54'348	à 56'033	à 57'718	à 59'403
2 enfants	>>>	à 44'400	à 46'085	à 47'770	à 49'454	à 51'139	à 52'824	à 54'509	à 56'194	à 57'878	à 59'563	à 61'248	à 62'933	à 64'618	à 66'303
3 enfants	>>>	à 50'400	à 52'085	à 53'770	à 55'454	à 57'139	à 58'824	à 60'509	à 62'194	à 63'878	à 65'563	à 67'248	à 68'933	à 70'618	à 72'303
4 enfants	>>>	à 54'000	à 55'685	à 57'370	à 59'054	à 60'739	à 62'424	à 64'109	à 65'794	à 67'478	à 69'163	à 70'848	à 72'533	à 74'218	à 75'903
5 enfants	>>>	à 57'000	à 58'685	à 60'370	à 62'054	à 63'739	à 65'424	à 67'109	à 68'794	à 70'478	à 72'163	à 73'848	à 75'533	à 77'218	à 78'903
6 enfants	>>>	à 60'000	à 61'685	à 63'370	à 65'054	à 66'739	à 68'424	à 70'109	à 71'794	à 73'478	à 75'163	à 76'848	à 78'533	à 80'218	à 81'903
7 enfants	>>>	à 63'000	à 64'685	à 66'370	à 68'054	à 69'739	à 71'424	à 73'109	à 74'794	à 76'478	à 78'163	à 79'848	à 81'533	à 83'218	à 84'903
8 enfants	>>>	à 66'000	à 67'685	à 69'370	à 71'054	à 72'739	à 74'424	à 76'109	à 77'794	à 79'478	à 81'163	à 82'848	à 84'533	à 86'218	à 87'903
9 enfants	>>>	à 69'000	à 70'685	à 72'370	à 74'054	à 75'739	à 77'424	à 79'109	à 80'794	à 82'478	à 84'163	à 85'848	à 87'533	à 89'218	à 90'903
10 enfants	>>>	à 72'000	à 73'685	à 75'370	à 77'054	à 78'739	à 80'424	à 82'109	à 83'794	à 85'478	à 87'163	à 88'848	à 90'533	à 92'218	à 93'903

Limites de revenu déterminant pour un couple composé d'un adulte et d'un jeune adulte avec et sans enfants

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15
Pas d'enfant	>>>	à 30'000	à 31'982	à 33'965	à 35'947	à 37'930	à 39'912	à 41'894	à 43'877	à 45'859	à 47'842	à 49'824	à 51'807	à 53'789	à 55'771
1 enfant	>>>	à 37'500	à 39'482	à 41'465	à 43'447	à 45'430	à 47'412	à 49'394	à 51'377	à 53'359	à 55'342	à 57'324	à 59'307	à 61'289	à 63'271
2 enfants	>>>	à 44'400	à 46'382	à 48'365	à 50'347	à 52'330	à 54'312	à 56'294	à 58'277	à 60'259	à 62'242	à 64'225	à 66'207	à 68'190	à 70'173
3 enfants	>>>	à 50'400	à 52'382	à 54'365	à 56'347	à 58'330	à 60'312	à 62'294	à 64'277	à 66'259	à 68'242	à 70'225	à 72'207	à 74'190	à 76'173
4 enfants	>>>	à 54'000	à 55'982	à 57'965	à 59'947	à 61'930	à 63'912	à 65'894	à 67'877	à 69'859	à 71'842	à 73'825	à 75'807	à 77'790	à 79'773
5 enfants	>>>	à 57'000	à 58'982	à 60'965	à 62'947	à 64'930	à 66'912	à 68'894	à 70'877	à 72'859	à 74'842	à 76'825	à 78'807	à 80'790	à 82'773
6 enfants	>>>	à 60'000	à 61'982	à 63'965	à 65'947	à 67'930	à 69'912	à 71'894	à 73'877	à 75'859	à 77'842	à 79'825	à 81'807	à 83'790	à 85'773
7 enfants	>>>	à 63'000	à 64'982	à 66'965	à 68'947	à 70'930	à 72'912	à 74'894	à 76'877	à 78'859	à 80'842	à 82'825	à 84'807	à 86'790	à 88'773
8 enfants	>>>	à 66'000	à 67'982	à 69'965	à 71'947	à 73'930	à 75'912	à 77'894	à 79'877	à 81'859	à 83'842	à 85'825	à 87'807	à 89'790	à 91'773
9 enfants	>>>	à 69'000	à 70'982	à 72'965	à 74'947	à 76'930	à 78'912	à 80'894	à 82'877	à 84'859	à 86'842	à 88'825	à 90'807	à 92'790	à 94'773
10 enfants	>>>	à 72'000	à 73'982	à 75'965	à 77'947	à 79'930	à 81'912	à 83'894	à 85'877	à 87'859	à 89'842	à 91'825	à 93'807	à 95'790	à 97'773